

Communiqué de Presse

PNC-France prend acte du retour à la raison du Président de la République sur la question vitale et stratégique de l'énergie. Il annonce une relance effective du nucléaire en France, après dix années d'errements qui ont conduit à la situation actuelle : la fermeture de 12GWe de capacité de production induit une pénurie et l'explosion des prix, des risques de coupures de courant, voire de blackout, une perte de souveraineté énergétique, une dégradation de nos compétences et moyens industriels, un déséquilibre aggravé de la balance du commerce extérieur. Il était plus que temps de réagir pour préserver notre sécurité et notre lien social.

L'abandon du programme de fermeture anticipée de 12 réacteurs d'ici 2035, outre ceux de Fessenheim et la volonté de prolonger la durée de vie des tranches à 50 ou 60 ans, sauf problème de sûreté est un premier point de satisfaction. L'engagement immédiat de 6 tranches EPR2, suivi d'un programme de 8 autres unités est également un point positif. Il est par contre éminemment regrettable que le chef de L'Etat ait retenu des hypothèses irréalistes d'économie d'énergie, qui conduisent à sous-estimer le besoin de production d'électricité. Une autre insuffisance de la politique présentée ressort du taux de pénétration des EnR de 50% en 2050, ce qui fragilise inéluctablement la sécurité d'approvisionnement du fait de leur intermittence.

Pour redonner son dynamisme à l'option nucléaire et assurer l'approvisionnement en énergie des français, il aurait fallu programmer 30 réacteurs EPR2 opérationnels en 2050. C'est un effort industriel accessible (2 réacteurs nouveaux par an) qui donnerait aux acteurs de la filière la visibilité à long terme nécessaire à l'engagement des investissements humain et matériel nécessaires. PNC-France prend acte de la volonté exprimée d'engager la France à long terme avec la relance et la recherche sur les réacteurs surgénérateurs de 4^{ème} génération et le soutien au programme ITER.

Globalement, l'annonce du Président amorce un retour à la raison et une prise de conscience des réalités physiques et économiques. Les 5 années perdues pour le nucléaire justifient pour le Président de la République et ses ministres de l'environnement la poursuite d'un développement massif et coûteux d'EnR intermittentes.

- :- :- :- :-